FVG/STV : Fachgruppe Vermessung und Geoinformation = GIG/UTS : groupement des ingénieurs en géomatique

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **AssociationNews**

Zeitschrift: **Vermessung, Photogrammetrie, Kulturtechnik : VPK = Mensuration, photogrammétrie, génie rural**

Band (Jahr): **100 (2002)**

Heft 6

PDF erstellt am: **28.03.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

FVG/STV / GIG/UTS

Fachgruppe Vermessung und Geoinformation
Groupement des Ingénieurs en Géomatique
www.fvg.ch
www.gig-uts.ch

Séminaire organisé par le GIG

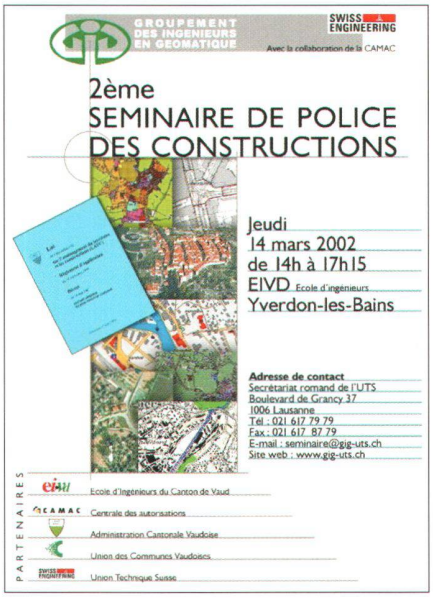
Ou comment sensibiliser 100 communes vaudoises à la police des constructions?

Octroyer ou non un permis de construire constitue une lourde responsabilité pour un(e) Municipal(e) nouvellement élu(e) qui se retrouve en charge du dicastère de l'aménagement du territoire. De nombreux cas ont montré qu'il n'était pas évident de trancher dans des dossiers délicats. Pour les aider dans leur travail et leur donner une information de base, le Groupement professionnel des Ingénieurs en Géomatique (GIG) de Swiss Engineering a organisé le 14 mars dernier son deuxième séminaire consacré à la police des constructions.

L'idée

Avec la participation de plus de 150 édiles en 1998, le GIG (Groupement des Ingénieurs en Géomatique), sous la houlette de son ancien président M. Christian Müller, avait vu juste en s'adressant aux nouveaux élus. Fort de ce succès venant confirmer un réel besoin de formation et d'information en la matière, le groupement s'est à nouveau mobilisé pour organiser la seconde édition. Au vu des importantes différences en matière législative, le séminaire s'est focalisé sur le Canton de Vaud.
L'objectif de la manifestation n'a pas évolué d'un iota: brosser un aperçu de l'ensemble de la procédure d'une demande de permis de construire destiné aux miliciens siégeant de-





puis le début de l'année au sein des exécutifs. Cette sensibilisation est ardue par le fait que les textes légaux régissant la police des constructions sont légion et ce à tous les échelons. A cet effet, M. Eric Brandt, juge administratif, s'est chargé de délimiter le cadre légal de l'aménagement du territoire. Afin de rendre le propos concret, l'étude s'est basée sur un exemple fictif, canevas sur lequel chaque intervenant a pu développer les notions de base.

Les acteurs

Un esprit de coopération a animé le groupe de travail avec comme partenaire principal l'Etat de Vaud. Se basant sur les desiderata exprimés par les Municipalités par l'intermédiaire du questionnaire rendu à l'issue de la première manifestation, cette seconde cuvée a offert une large place aux préoccupations en relation étroite avec les questions juridiques. A nouveau, le public a apprécié les éclaircissements donnés par Me Paul Arthur Treyvaud, Municipal à Yverdon-les-Bains et avocat, rompu à cette problématique. Quelle attitude adopter lorsqu'une dérogation ou encore une dispense de mise à l'enquête est sollicitée? Sur ces questions, M. Patrick Gigante, greffier au Tribunal administratif, s'est permis d'insister sur l'importance de la ligne de conduite de la Municipalité. S'assurer d'appliquer sur l'ensemble du territoire un traitement équitable constitue une règle primordiale pour toute commune.
Choix difficile que celui de concocter un programme représentatif des multiples pans de la problématique. En consultant les thèmes retenus (programme consultable sur le site Internet du groupement à l'adresse www.gig-uts.ch), on notera que plusieurs nouveautés sont apparues depuis l'organisation du premier volet. Ainsi, la manière de traiter les dossiers de permis de construire a sensiblement évolué. En effet, la Centrale des Autorisations en Matière d'Autorisations de Construire (CAMAC) de l'Etat de Vaud s'est dotée d'un outil fort prometteur. Basé sur les nouvelles technologies de l'information, le projet CAMAC 2000 s'est concrétisé avec des objectifs multiples: permettre aux Services du Canton de communiquer et de rendre leurs avis respectifs et aux professionnels ainsi qu'aux citoyens de suivre directement l'évolution du traitement des dossiers les concernant par le biais de l'Internet. Une démonstration en ligne (www.camac.vd.ch) par le Dr. Abdelilah Zertiti, Chef de ce Service, a permis de mieux cerner le précieux apport qu'offre cet outil à tous ses utilisateurs. De même, dans le contexte actuel, les autorisations concernant les antennes de téléphonie mobile constituent une nouvelle source de préoccupation. Pour développer cet aspect, M. Dominique Luy du Service de l'Environnement et de l'Energie (SEVEN) a présenté la convention qui existe depuis 1999 entre l'Etat de Vaud et les opérateurs dans le but d'assurer une coordination dans l'emplacement des antennes. En restant dans le registre des autorisations spéciales, M. Philippe Gmür, Conservateur de la nature au Service des Forêts, de la Faune et de la Nature (SFFN), a mis l'accent sur les biotopes, la protection des arbres en précisant quelle(s) instance(s) en étai(en)t responsable(s) suivant les situations qui pouvaient se présenter.
Aisance dans la communication, grande expérience dans le domaine, capacité de vulgarisation, tels ont été les nombreux atouts des orateurs. Par sa connaissance approfondie du milieu, le Professeur Jean-Robert Schneider dans le rôle du modérateur a su donner le rythme adéquat durant cet après-midi d'étude suivi par 150 personnes assidues tout au long des différentes interventions.

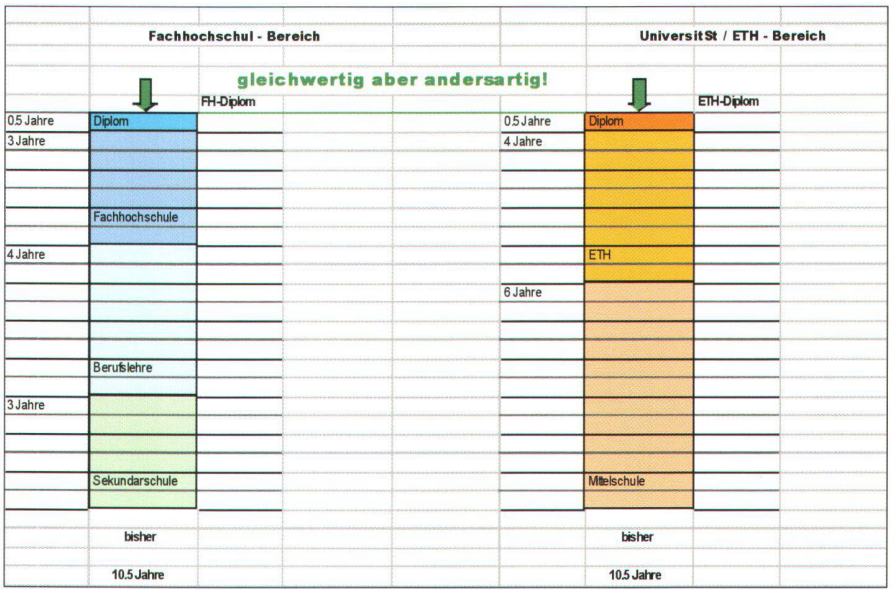


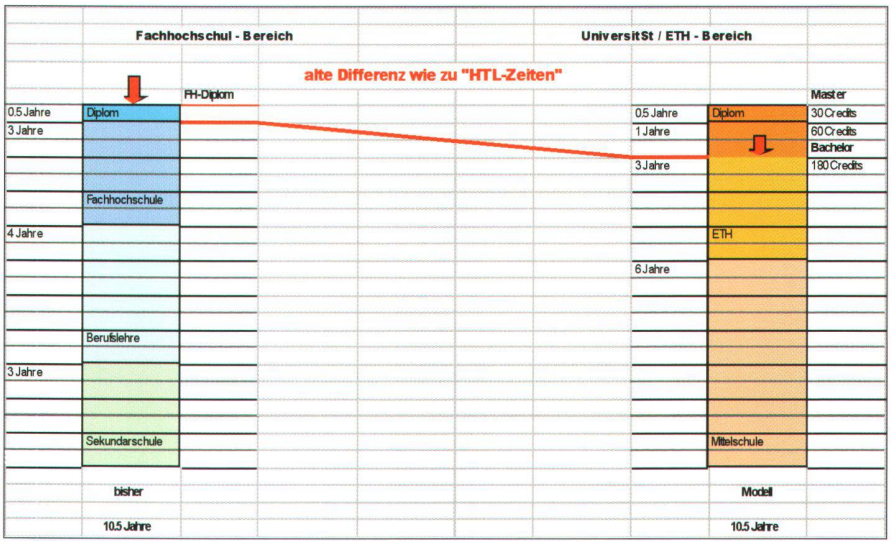
Les auditeurs

Parmi l'importante assistance, 100 communes ayant répondu à l'appel (soit près du quart des 383 exécutifs), on se plaît à relever la provenance des participants. Que ce soit de l'est, du nord, de la campagne, des agglomérations, toutes les régions du Canton se sont déplacées à l'Aula de l'Ecole d'Ingénieurs du Canton de Vaud (EIVD), lieu de formation des membres du GIG. Outre le contenu informatif de ce séminaire, cette rencontre entre Etat et communes s'inscrit dans un esprit d'échange. Opportunité pour chacun de nouer des contacts, d'étoffer son carnet d'adresses ou encore d'échanger son point de vue à l'heure de l'apéritif venant clôturer la manifestation. Pour terminer, le GIG tient à remercier chaleureusement tous ses partenaires ayant contribué au succès de cette manifestation. Et si on se donnait rendez-vous au début de la prochaine législature pour un troisième volet?

Pascal Brandt
Membre au comité du GIG
Ingénieur ETS en géomatique
pascal.brandt@lt.admin.ch

Didier Jotterand
Président du GIG
Ingénieur ETS en géomatique
didier.jotterand@eivd.ch





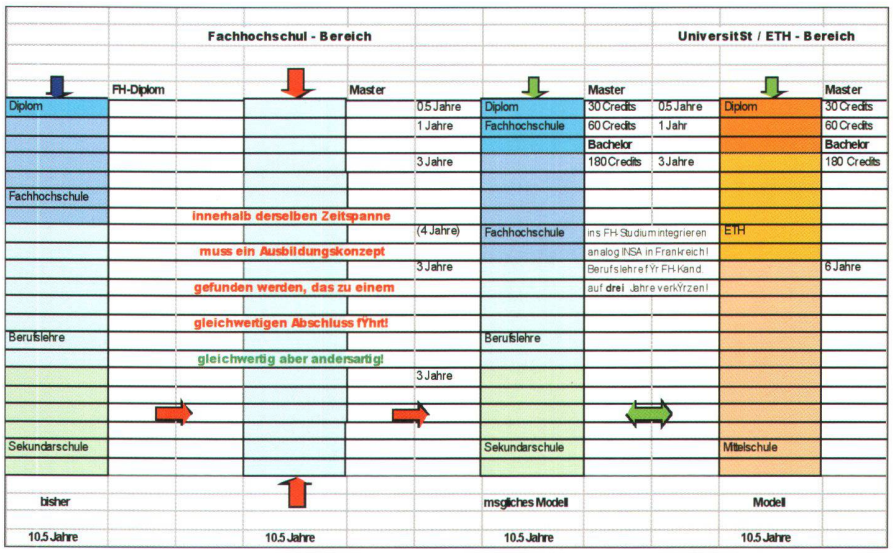
«Gleichwertig aber andersartig»

Aus dem Jahresbericht STV 2001

Immer weniger Lehrlinge im technischen Bereich, immer weniger Fachhochschulstudenten im Ingenieurbereich, immer weniger Fachhochschulabsolventen und damit immer weniger FH-Ingenieure auf dem Arbeitsmarkt. Dies führt auch zu immer weniger Ingenieurunternehmungen in der Schweiz: Der Kreislauf ist fatal.

Eine Stärkung der Berufslehre ist dringend!

Wirtschaft und Politik fordern einhellig und wiederholt, dass die Ausbildungsgänge in der Schweiz nicht länger dauern dürfen. Gleichzeitig wird der Wert der Berufslehre, also unseres dualen Bildungssystems, immer wieder betont und ist unbestritten. Für die ebenfalls unbestrittene Einführung des Bachelor-/Master-Systems in der Schweiz (Stichwort Bologna-



Abkommen) ist es deshalb notwendig, dass sowohl im Berufsbildungsgesetz, als auch im Fachhochschulgesetz (die sich zurzeit beide in Revision befinden) auf die Stärkung des dualen Systems hingearbeitet wird. Dies bedeutet wiederum, dass an der bewährten «Gleichwertigkeit» der universitären Ausbildungsgänge (Abb. 1) festgehalten wird.

Das Erfolgsmodell «Fachhochschule» ist gefährdet

In Hinblick auf die Bachelor-/Master-Diskussion muss vermieden werden, dass die drohende Ungleichbehandlung von universitären Hochschulen und Fachhochschulen (Abb. 2) Realität wird. Sollte der Fachhochschulabschluss zu einem Bachelor-Abschluss erklärt werden (und nur der universitäre Abschluss zu einem Masterabschluss), droht eine Aushöhlung der Fachhochschulausbildung: Ein FH-Studium würde weniger attraktiv und (noch) weniger Studierende würden ein solches ergreifen. Zudem bestünde die Gefahr, dass ein «FH-Bachelor» nicht als Zugang zu einem ETH-Masterabschluss anerkannt würde. Dies würde das Ende des Erfolgsmodelles «Fachhochschule» bedeuten. Absolventen einer Fachhochschule wären auf dem Markt in keiner Weise mehr konkurrenzfähig gegenüber Absolventen einer universitären Hochschule. Die in der Weisung zum Fachhochschulgesetz postulierte «Gleichwertigkeit» (bei gleichzeitiger «Andersartigkeit») wäre nicht mehr gewährleistet. Einzige Möglichkeit eines FH-Absolventen, hier «aufzuholen», bestünde in einer vom Markt nicht mehr tolerierten Verlängerung seines Studiums, um einen Masterabschluss (als «postgraduate») nachzuholen.

Gleich lange Spiesse!

Wir fordern: Die Einführung des Bologna-Abkommens in der Schweiz (Einführung Bachelor-/Master-System) so zu gestalten, dass das duale Bildungssystem gestärkt wird. Zudem ist zu garantieren, dass gleich lange Ausbildungsgänge ab der Sekundarstufe 2 zu gleichwertigen Abschlüssen (Diplomen) führen. Dies ist keine Standespolitik, die eine spezifische Berufsgruppe stärken, den Wettbewerb verzerren oder bestehende Strukturen zementieren will. Nein, wir fordern lediglich gleich lange Spiesse für die verschiedenen universitären Ausbildungen. Diese gleich langen Spiesse (Abb. 3 als Vorschlag des STV) führen zu einer gleich langen und gleichartigen Ausbildung. Mehr verlangen wir nicht.

Prof. Kurt Schellenberg
Mitglied des Zentralvorstandes

